

VII. CONCLUSIONS

A. PROCESSUS ET MÉTHODE DE L'EXAMEN ENVIRONNEMENTAL

Depuis 1990, le gouvernement fédéral exige que toute nouvelle initiative en matière de politiques et de programmes pouvant avoir d'importantes incidences sur l'environnement, soit soumise à un examen environnemental. Le processus d'examen environnemental peut être utilisé pour mieux comprendre la nature générale des incidences environnementales possibles et établir un cadre permettant de régler les problèmes environnementaux qui pourraient apparaître lors de la prise de décisions relatives à la mise en application de la politique.

Dans le cas d'un accord commercial, les incidences éventuelles sur l'environnement ne sont pas directement fonction de l'accord proprement dit. Elles dépendent plutôt de l'effet global d'une foule de décisions individuelles que prendront les entreprises canadiennes et étrangères dans les années à venir.

L'ALENA est le premier accord commercial à être soumis à une évaluation environnementale. Deux responsabilités fondamentales ont été assignées au Comité interministériel d'examen environnemental de l'ALENA chargé d'entreprendre cette évaluation. La responsabilité initiale du Comité était de veiller à ce que les considérations d'ordre environnemental soient prises en ligne de compte tout au long des négociations. Sa deuxième responsabilité était de documenter l'évaluation environnementale.

B. DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

La version préliminaire de l'ALENA constitue un cadre de politique commerciale. L'Accord se prête donc bien à une analyse de sensibilité force à l'environnement, sous l'angle des politiques.

Les dispositions relatives à l'environnement ont été pleinement intégrées dans la version préliminaire de l'ALENA, et certaines méritent une attention particulière. Le préambule décrit l'engagement des trois pays signataires de l'ALENA en vue de réaliser les objectifs économiques et commerciaux de l'Accord de façon à protéger et à conserver l'environnement. Comme l'ont recommandé les organisations écologiques, il engage également les parties à promouvoir le développement durable et à renforcer l'élaboration et l'application des lois et des règlements en matière d'environnement.

Non seulement l'ALENA incorpore-t-il les exceptions environnementales contenues dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, mais encore précise-t-il que ces exceptions comprennent les mesures environnementales nécessaires pour protéger la vie et la santé des personnes, des animaux et des plantes, de même que les mesures liées à la protection des ressources naturelles épuisables, biologiques et autres.

En cas d'incompatibilité, des obligations commerciales spéciales établies dans certains accords multilatéraux et bilatéraux de protection et de conservation de l'environnement auraient préséance sur les dispositions de l'ALENA dans la mesure nécessaire pour répondre à cette obligation. La préséance des obligations commerciales contractées dans